

L'outil belge pour renflouer l'aide humanitaire

SOMMET Alexander De Croo présente son « humanitarian impact bond » à Istanbul

► La question du financement des programmes humanitaires est au cœur du sommet d'Istanbul.

► Le ministre belge de la Coopération au développement présente ce mardi un projet innovant en association avec la Croix-Rouge.

ISTANBUL

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Les besoins financiers sont énormes, gigantesques. C'est pire de jour en jour... Vous regardez les infos ? » Quand il s'agit de parler argent, du côté des ONG comme des agences onusiennes, on en vient vite à être à court de superlatifs. Tous s'accordent : non seulement les crises se multiplient, mais elles sont de plus en plus longues.

Selon l'évaluation réalisée par l'ONU en 2015, il faudrait pas moins de 25 milliards de dollars par an pour faire face aux crises humanitaires mondiales. Il en manque... 15. Et encore, cette projection a-t-elle été réalisée à partir du chiffre de 125 millions de personnes dans le besoin. Lundi matin, lors de la cérémonie d'ouverture du sommet humanitaire mondial, Ban Ki Moon parlait de 130 millions.

« Il est très important de montrer où l'argent va, ce qu'on réalise avec »

CHRISTOPHER GREENWOOD (CROIX-ROUGE)

La question du financement de l'humanitaire est au cœur du sommet d'Istanbul, où a notamment été présentée lundi soir une proposition de réforme (« Grand bargain ») visant à mieux collecter, orienter et dépenser l'argent.

« Aujourd'hui, 1 % du budget humanitaire mondial va aux ONG du Sud, alors qu'elles sont en première ligne et que, contrairement à ce qui a pu exister par le passé, elles sont très structurées et efficaces », illustre Jean Saslawsky, secrétaire général du réseau international de Médecins du Monde qui a fait de la réorientation des fonds une priorité. Le but étant d'arriver à 20 % d'ici à 2020 (la Belgique vise 25 %).

Mais c'est en matière d'investisse-

ment que la Belgique présente aujourd'hui un projet atypique mené conjointement avec la Croix-Rouge et censé attirer les investisseurs privés vers la bonne cause (dés-)intéressée : le « humanitarian impact bond ».

« Le spectre des besoins est toujours plus grand, mais il n'est pas juste de toujours se tourner vers les mêmes États pour qu'ils contribuent davantage », explique Christopher Greenwood, responsable « innovations financières » pour la Croix-Rouge. Le système mis au point consiste à proposer à un ou plusieurs fonds d'investissement de financer un programme humanitaire. « Mais avec des objectifs chiffrés très précis », note le ministre de la Coopération au développement Alexander De Croo, qui porte le projet à Istanbul. Qu'il s'agisse de personnes soignées, d'écoles à reconstruire,

« il est en fait très important de montrer où l'argent va, ce qu'on réalise avec », insiste Christopher Greenwood. « Ça me semble normal et sain, tant vis-à-vis d'un investisseur privé que du contribuable. »

Si les objectifs sont atteints, le donateur, par exemple la Belgique, rembourse l'investisseur avec intérêts (le taux doit encore être soumis à négociations). En cas d'échec, la Croix-Rouge paie une pénalité à l'investisseur, complétée par un dédommagement belge – le total restant inférieur à la mise de départ. « L'intérêt avec ce système, c'est le partage des risques », souligne Alexander De Croo. Selon le ministre VLD,

l'outil répond à une véritable demande du privé : « L'avantage pour des fonds d'investissement ou des assureurs, c'est que le risque n'est pas du tout lié à l'activité économique ou financière, ça permet de diversifier leurs placements. »

Le projet pilote portera sur un programme de réhabilitation de personnes handicapées que la Croix-Rouge mène depuis la fin des années 1970 et qui devrait coûter entre 30 et 35 millions de dollars. Un programme rodé, le choix du moindre risque ? « La Croix-Rouge a évidemment développé une certaine expertise, mais je ne suis pas sûr que placer des prothèses en Afghanistan, en Syrie ou au Mali soit si peu risqué... »

La Belgique a annoncé mettre 10 millions sur la table. Les Pays-Bas, l'Australie et la fondation de la Caixa (une

banque espagnole) se sont joints à l'initiative. Reste jusqu'à la fin de l'année à la Croix-Rouge pour trouver les donateurs restants et les investisseurs. « Les discussions sont bien avancées, assure Christopher Greenwood. On pense que beaucoup de gens peuvent en être. Et on n'est pas les seuls, beaucoup d'ONG planchent sur des modes de financement nouveaux comme celui-ci. On a vraiment, vraiment besoin de plus de monde, de plus de moyens et de nouveaux outils. » ■

LORRINE KIHIL

LES FAITS

3,5 milliards d'euros pour l'éducation des enfants

Plusieurs organisations internationales, dont le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), ont lancé lundi un fonds ayant pour ambition de lever près de 3,5 milliards d'euros pour l'éducation des enfants affectés par des conflits et des crises humanitaires. Selon la coalition Education Cannot Wait (« L'Education ne peut attendre »), 75 millions d'enfants ne sont pas scolarisés ou reçoivent une éducation scolaire de qualité insuffisante dans le monde. Pourtant, en moyenne, moins de 2 % de l'aide humanitaire est consacrée à l'éducation. (afp)

Merkel recadre Erdogan sur les visas

Angela Merkel a adressé un message de fermeté lundi, en marge du sommet, au président turc Recep Tayyip Erdogan, estimant improbable une libéralisation d'ici au 1^{er} juillet du régime des visas pour les citoyens turcs, tant que la Turquie refuse toutefois de remplir l'ensemble des conditions négociées. La chancelière allemande a également fait part de sa « profonde préoccupation » au sujet de la levée de l'immunité de députés turcs, dont de nombreux élus prokurdes, qui y voient une manœuvre du gouvernement pour les évincer. Une démocratie a besoin d'« une justice indépendante, (d')une presse indépendante et (d')un Parlement fort », a rappelé Angela Merkel. (afp)

environnement Un facteur de crises et de migrations

Les catastrophes naturelles et les facteurs environnementaux risquent de peser de plus en plus dans l'évolution de la situation humanitaire de pays fragiles ainsi que dans les futures migrations. En 2014, ils ont poussé 19,3 millions de personnes hors de chez elles, selon l'Internal displacement monitoring centre. 140 millions entre 2008 et 2013, selon le World resource institute. Et cela ne prend pas en compte la dégradation lente de l'environnement et les sécheresses qui font fuir des populations. Les désastres environnementaux sont passés à l'avant-plan en 2015 suite à la puissance exceptionnelle du phénomène climatique El Niño qui s'apaise à peine mais

produira encore ses effets pendant plusieurs mois. Selon les calculs du centre de recherche européen JRC, El Niño est à l'origine des sécheresses qui ont affecté plusieurs pays de la corne de l'Afrique, ainsi que le sud et l'est du continent. L'état d'ur-

gence a ainsi été décrété dans plusieurs provinces d'Afrique du Sud, au Zimbabwe et au Lesotho. La sécheresse a aussi frappé au Malawi, en Angola et en Namibie, au sud du Mozambique et à Madagascar. Le sud de l'Asie, le sud et le centre de l'Amérique, ainsi que les Caraïbes n'ont pas été épargnés : Honduras, Guatemala, Nicaragua, El Salvador, Haïti et Cuba.

« 41 millions de personnes, sur les 80 millions qui sont frappées par une urgence alimentaire, l'ont été à cause d'El Niño. En Ethiopie, le nombre de personnes souffrant de la faim est passé de 2,9 à 10 millions l'an dernier », dit-on à la Commission européenne. Alors que des pluies diluviennes et des inondations affectaient l'Asie du sud-est et des îles du Pacifique.

Des impacts en cascade

La « facture humaine » d'El Niño est estimée à 60 millions de personnes, dont 40 affectées par la faim, parmi lesquelles un

million d'enfants. Partout, les pressions environnementales sont aggravées par les conflits internes et vice-versa. 2015 n'est pas une exception, dit Oh Joon, président du conseil économique et social de l'ONU. « Comme El Niño, ces événements seront récurrents et nécessitent qu'on se prépare à s'adapter. Les extrêmes météorologiques sont devenus plus fréquents suite au changement climatique qui apporte sécheresses, incendies, destruction de la production agricole, impacts sanitaires, maladies et déplacements de population. Cela a aussi un impact sur les prix alimentaires et sur le développement. »

Si les migrations environnementales sont aussi vieilles que l'espèce humaine, elles prennent une autre tournure avec le changement climatique. Celui-ci

« exacerbe les vulnérabilités existantes, menace la sécurité et les droits de l'homme ». *L'Atlas des migrations*

environnementales, coécrit par François Gemenne (ULg et SciencePo Paris) illustre. Mobilité forcée ou volontaire ? Brutale ou progressive ? A court ou à long terme ? Accompagnée ou subie par le pays d'accueil ? Organisée par le pays d'origine, par exemple dans un programme de réinstallation ? Une chose est sûre, réflexion et préparation s'imposent. Elles permettront de faire baisser la facture de l'aide humanitaire d'urgence. Les risques peuvent être anticipés. On peut les réduire en diminuant au plus vite les émissions

de gaz à effet de serre. Mais il faut aussi anticiper les impacts inévitables (élévation du niveau de la mer, chaleur, impact sur les rendements agricoles...) et travailler à l'adaptation au changement climatique. Adapter les habitats, adapter l'agriculture, les modes de vie. Mais aussi parfois permettre ou favoriser les migrations comme moyen de s'adapter. ■

MICHEL DE MUELENAERE